

## **Perspectives commerciales de l'ACCA**

*L'ACCA est le porte-parole des exportateurs agroalimentaires du Canada*

### **En commerce international : d'abord se hâter... puis attendre**

Bien que l'année 2020 ait eu son lot de défis en matière de commerce international, et en fait pour tous les secteurs, que ce soit pour les entreprises ou les individus partout dans le monde, il semble qu'on entrevoit la lumière au bout du tunnel grâce aux programmes de vaccination qui s'annoncent. Toutefois, les choses ne reviendront pas comme elles étaient pour un bon moment encore, et il sera particulièrement important de demeurer vigilant au cours des semaines et des mois à venir. Il y a en effet de bonnes et de mauvaises nouvelles pour les exportateurs de l'agroalimentaire.

Ainsi, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a signalé un [rebondissement](#) et un début de stabilisation des échanges commerciaux, mais d'importantes barrières persistent au sein des marchés mondiaux, surtout dans le cas des pays avec lesquels le Canada a conclu des accords de libre-échange. Sur le front britannique, le projet de loi visant à mettre en œuvre l'accord commercial intérimaire entre le Canada et le Royaume-Uni désormais indépendant a été déposé deux jours avant la suspension des députés jusqu'à la fin du mois de janvier. Le Canada et le Royaume-Uni envisagent des options pour s'assurer que les entreprises ne subissent pas de perturbations, l'accord commercial du Canada avec l'Union européenne cessant de s'appliquer au Royaume-Uni à compter du 31 décembre, en fin de journée.

On peut s'attendre à ce que l'alternance entre « interruptions et reprises », puis « interruptions et ralentissements » se poursuive en 2021. En ce qui a trait aux bonnes nouvelles, on constate que la crise de la COVID-19 a démontré à quel point le commerce libre et ouvert ainsi que la résilience des chaînes d'approvisionnement est indispensable à l'économie et la vie moderne dans tous les coins du globe. C'est là un message important que devront répéter les exportateurs agroalimentaires chaque fois qu'ils en auront l'occasion au cours du passage à la nouvelle année.

### **Suivi sur le commerce**

#### **Accord provisoire entre le Canada et le Royaume-Uni**

Le 24 novembre dernier, le Canada et le Royaume-Uni ont [annoncé](#) la conclusion d'un accord provisoire de continuité commerciale visant à préserver une stabilité et une prévisibilité pour les exportateurs après l'échéance de la période de transition post-Brexit à la fin de 2020.

L'ACCA a [réagi](#) à l'annonce d'un accord provisoire de continuité commerciale entre le Canada et le Royaume-Uni en soulignant la prévisibilité que l'entente procure à certains exportateurs, tout en exhortant les deux parties à revenir à la table des négociations pour négocier un véritable accord permanent le plus tôt possible. Le commentaire de l'ACCA a été repris par de nombreux médias, dont Radio Canada et le Western Producer. Le président de l'ACCA, Dan Darling, s'est également exprimé sur les ondes de [CTV](#) au sujet de l'accord provisoire.

Le 9 décembre, la ministre du Commerce international, Mary Ng, a présenté le projet de loi C-18, la loi de mise en œuvre pour l'entente intérimaire Canada-Royaume-Uni. Le 10 décembre, l'ACCA s'est jointe à 4 organisations d'affaires - le Conseil canadien des affaires, la Fédération canadienne de l'entreprise



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food Trade Alliance | Alliance canadienne du commerce agroalimentaire

indépendante, la Chambre de commerce du Canada et Manufacturiers et exportateurs du Canada - [appelant les parlementaires à œuvrer pour éviter les perturbations commerciales entre le Canada et le Royaume-Uni.](#)

Le Royaume-Uni reste un marché important et à haute valeur ajoutée pour les exportateurs agroalimentaires. Au cours des cinq dernières années, un quart des exportations totales de produits agroalimentaires vers l'Europe ont été dirigées vers le Royaume-Uni. Bien que l'accord intérimaire représente une mesure temporaire bienvenue, nos exportateurs appellent à la négociation d'un traité permanent et ambitieux. L'ACCA va continuer à collaborer avec le gouvernement fédéral afin de faire connaître ses points de vue et recommandations dans le cadre de l'élaboration de la stratégie et du mandat des négociations.

### Les répercussions négatives du projet de Loi C-216

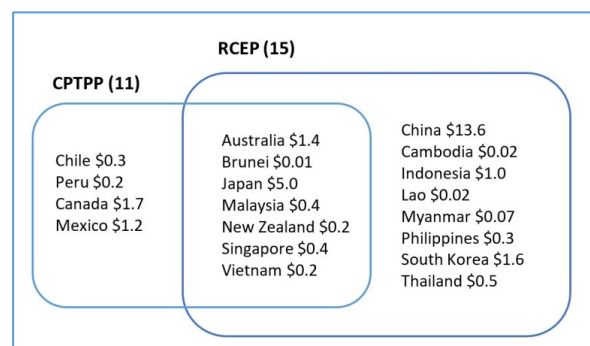
Le 27 novembre, le président de l'ACCA, Dan Darling, a envoyé une [lettre aux chefs de partis du Canada](#) afin de leur faire part des graves répercussions négatives associées à une éventuelle adoption du [projet de Loi C-216 visant à exclure la gestion de l'offre des négociations commerciales actuelles et futures](#). Dans la lettre, Dan Darling demande aux chefs de partis de s'opposer au projet de loi, puisque cette législation diminuerait la marge de manœuvre des négociateurs canadiens et créerait un dangereux précédent en invitant d'autres secteurs et partenaires commerciaux à rechercher des exclusions dans le cadre des négociations commerciales. Les principaux points de la lettre ont été repris dans un article du [Globe & Mail](#). Étant donné qu'il s'agit d'un projet de loi émanant d'un député et qui a été présenté par le Bloc Québécois, on ne lui accordera peut-être pas la même priorité qu'une législation officielle du gouvernement. Nous continuerons, toutefois, à suivre de près l'évolution de ce projet de loi et à faire connaître notre position aux députés de tous les partis politiques ainsi qu'à d'autres décideurs et responsables des politiques gouvernementales.

### Partenariat régional économique global (PREG)

Le 15 novembre, les dirigeants et ministres de 15 économies membres du PREG ont annoncé la conclusion des négociations du Partenariat et signé un accord au cours d'un Sommet, après huit ans de pourparlers. Le PREG couvre environ le tiers de la population mondiale et regroupe 10 pays de l'Asie du Sud-Est ainsi que la Corée du Sud, la Chine, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Des observateurs ont remarqué que le PREG n'est pas aussi global que d'autres accords de libre-échange comme le PTPGP. Néanmoins, nous continuerons donc à suivre de près sa mise en œuvre, surtout en ce qui a trait à son effet possible sur la libéralisation du commerce dans la région et la mise en œuvre du PTPGP.

En ce qui concerne la plus vaste région de l'Asie-Pacifique, l'ACCA continuera aussi d'affirmer que le lancement de négociations pour un accord de libre-échange avec l'ANASE représente le meilleur moyen d'intensifier les efforts de diversification du commerce. Pour en savoir davantage sur l'importance de l'ANASE pour le commerce agroalimentaire canadien, consulter ce [site](#).



Source: <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2020/11/16/rcep-a-new-trade-agreement-that-will-shape-global-economics-and-politics/>

## Sur la Colline parlementaire

- Les mois de novembre et décembre ont été fort occupés. Des membres de l'ACCA ont rencontré des sénateurs et des députés dans le but de discuter de moyens d'alimenter le moteur commercial de l'agroalimentaire afin de faciliter la reprise économique du Canada et de « prévenir plutôt que de combattre les incendies », en ce qui a trait aux barrières non tarifaires généralisées.



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

- La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau [a témoigné](#) devant le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes dans le cadre de l'étude sur un éventuel accord commercial provisoire entre le Canada et le Royaume-Uni.
- La ministre Ng a aussi témoigné devant le Comité sur le même sujet et [répondu à des questions sur les enjeux en matière d'accès aux marchés européens pour les exportateurs de produits agroalimentaires](#). Elle a réitéré que le gouvernement travaille activement à résoudre ces difficultés en affirmant : « Nous allons travailler avec l'Union européenne sur des outils et des solutions pour nos producteurs canadiens ».

## Nouvelles de l'OMC

- Le commerce agroalimentaire mondial a été le principal sujet de débat du récent [Symposium virtuel sur l'Agriculture de l'OMC portant sur la transformation du commerce en agriculture et du système alimentaire](#) qui a marqué le début du dernier mois de 2020. Le Symposium a rassemblé un grand nombre de décideurs politiques, d'économistes, de diplomates et d'experts de partout dans le monde qui ont discuté de diverses questions touchant le commerce agroalimentaire. [Le directeur général adjoint de l'OMC, Alan Wolff, a ouvert le symposium](#) en déclarant qu'il était « urgent d'accomplir une percée » dans les négociations agricoles de l'OMC en vue de réformer les règles mondiales du commerce agricole, et en faisant particulièrement remarquer la nécessité de régler la question des subventions à l'agriculture dans un cadre multilatéral. M. Wolff a énergiquement affirmé que « le monde ne devrait plus dépendre de revendications et de déclarations politiques énoncées en période de crise pour garder ouverts les marchés de produits alimentaires ».

La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, a pris la parole dans le cadre de l'événement au cours de la séance sur les leçons à retenir de la COVID-19 en matière de commerce agricole. Les principaux points qui y ont été soulevés au nom de l'ACCA portaient sur le fait que la crise de la COVID-19 a montré que le monde a besoin de plus et non de moins d'échanges commerciaux, et qu'il est nécessaire d'améliorer le dialogue, la transparence, l'adaptabilité, les initiatives audacieuses et un engagement authentique à résoudre les défis auxquels nous faisons face. Elle a notamment signalé que nous avons besoin de réduire la distance entre Genève et les exploitations agricoles, les élevages, les établissements de production alimentaire et le grand public, lesquels subissent tous les effets des conditions du marché. Cliquer [ici](#) pour lire les remarques de la directrice générale, Claire Citeau, ou [visionner](#) la discussion complète portant sur les leçons à retenir de la COVID-19 en ce qui a trait au commerce en agriculture.

- La ministre Ng a récemment tenu une rencontre ministérielle virtuelle du [Groupe d'Ottawa](#) sur la réforme de l'OMC. En plus de poursuivre les revendications pour une réforme plus approfondie de l'OMC et de discuter des initiatives en santé dans le cadre de l'OMC, les membres du Groupe ont souligné l'importance fondamentale de la transparence au sein du secteur agroalimentaire, dans le contexte de la COVID, en insistant plus précisément sur les enjeux en matière de sécurité alimentaire mondiale. Il est positif de constater que les discussions ministérielles sur le commerce sont fréquentes, ce qui témoigne de l'intensité du travail requis et de l'attention accordée au renforcement du commerce réglementé. On s'attend ainsi à des avancées sur les notifications ainsi qu'à des améliorations permanentes concernant la transparence.

Au cours de la réunion, le directeur général adjoint, Allan Wolff, a livré certaines [observations](#) sur ce qui a été décrit comme un point de vue optimiste, mais réaliste, des étapes de la réforme de l'OMC proposées par le Groupe d'Ottawa.



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

- Le Comité de l'agriculture de l'OMC et le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ont récemment souligné leurs 25 ans d'existence. Voici quelques points saillants de leurs réunions récentes:
  - Les membres du [Comité de l'agriculture](#) ont accueilli favorablement la nouvelle initiative de la présidente du Comité visant à recourir à des facilitateurs pour remettre les négociations sur les rails. Avant la réunion de novembre, 11 facilitateurs ont été assignés à l'un des sept principaux sujets pour faciliter un meilleur dialogue entre les membres (soutien interne, accès aux marchés, concurrence à l'exportation, restrictions à l'exportation, le coton, la détention de stocks publics et le mécanisme de sauvegarde spéciale). Parmi les facilitateurs, on retrouve Greg Macdonald, assigné à la question du soutien interne. Les facilitateurs ont noté que tous les membres avaient souligné la nécessité de traiter du soutien interne ayant des effets de distorsion sur le commerce, mais avaient des vues différentes sur ce que devaient être les nouvelles disciplines relatives au soutien interne. Parmi les éléments jugés essentiels pour réussir à faire avancer les négociations en vue de la douzième Conférence ministérielle (CM12) figuraient la nécessité de renforcer la confiance entre les membres.
  - Par ailleurs, le Canada a déposé un [outil analytique révisé sur le soutien interne en agriculture](#), qui a pour but de permettre aux membres d'entreprendre leurs propres analyses des différentes catégories de soutien interne parmi tous les membres de l'OMC.
  - Au cours de la réunion, Singapour a donné plus de détails sur sa proposition de décision du Conseil général visant à exempter des restrictions à l'exportation tout produit alimentaire acheté par le Programme alimentaire mondial à des fins humanitaires.
  - Le [Comité SPS](#) constate un nombre élevé de problèmes commerciaux. Plus de 200 délégués ont participé à distance aux réunions du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui ont soulevé des nombreuses préoccupations relatives au commerce : notamment les interventions liées à la COVID-19 qui ont un effet sur le commerce, les restrictions et les processus d'approbation associés aux importations de produits animaux et végétaux, les évaluations des risques associés aux ravageurs, les politiques relatives aux pesticides et aux limites maximales de résidus (LMR), la stratégie « De la ferme à la table » de l'UE, les restrictions sur le chocolat et les produits contenant du cacao et le prétendu manque de progrès sur les demandes d'autorisation en attente relatives aux importations de bœuf en Corée du Sud. Les membres ont aussi discuté des exigences à fournir une certification des aliments issus de végétaux modifiés génétiquement et de l'effet des tierces parties sur la Phase 1 de l'accord économique et commercial entre les États-Unis et la Chine. Durant la réunion, le Canada et les États-Unis entre autres ont soulevé certaines préoccupations concernant des mesures chinoises adoptées. Le Canada a également mentionné ses préoccupations sur les restrictions de l'Inde relatives aux légumineuses. Pour plus d'information à ce sujet, voir le site public sur le [Système de gestion des renseignements sanitaires et phytosanitaires](#).

## Autres activités de l'ACCA

- L'ACCA a été invitée par le Centre d'études européennes de l'Université Carleton et la chaire CN-Paul M. Tellier sur les entreprises et politiques publiques de l'Université d'Ottawa à participer à une table ronde en Webinaire concernant l'impact de la COVID-19 sur les entreprises Canada-Europe. La directrice générale de l'ACCA, Claire Citeau, y a [discuté](#) de la résilience des chaînes d'approvisionnement agroalimentaire dans le contexte de la COVID et des obstacles majeurs concernant l'accès aux marchés de l'UE par le biais de l'AECG. Mme Citeau a également parlé de la



**CAFTA ACCA**

Canadian Agri-Food  
Trade Alliance

Alliance canadienne  
du commerce  
agroalimentaire

nécessité de favoriser des relations étroites, durables et majeures entre le Canada et l'UE (comme ce fut le cas pour les questions relatives à l'OMC) afin de tracer la voie à suivre. Le Canada a également [nommé une nouvelle ambassadrice du Canada à l'UE](#), qui possède une bonne compréhension du monde des affaires. Nous gardons donc espoir que nos difficultés pourront être finalement résolues.

- L'ACCA a aussi été invitée à prendre la parole à une table ronde organisée par Exportation et développement Canada et la Chambre de commerce du Canada sur les forces et faiblesses du commerce. Nous avons également donné une présentation dans le cadre du [Forum 2020 du NSBEAE](#) sur les dimensions commerciales des conséquences inattendues de la COVID-19 et les leçons retenues avec d'autres membres de l'ACCA (le Conseil canadien du porc et la Canadian Cattlemen's Association).
- Claire Citeau de l'ACCA a participé à une réunion tenue par le Conseil canadien des affaires sur les *perspectives commerciales et la voie à suivre en ce qui a trait à la question du règlement des différends à l'OMC*. Plus de 70 intervenants ont participé à cette réunion et provenaient d'Amérique du Nord, mais aussi d'Amérique du Sud et d'Europe. L'ACCA continue d'intervenir sur l'importance des leçons livrées par l'ALENA (c.-à-d. ne pas tenir le commerce pour acquis) ainsi que sur le rôle que l'industrie et le gouvernement doivent jouer à promouvoir conjointement les avantages des échanges commerciaux et à assurer le maintien du dialogue entre les gouvernements et les exportateurs.

### Autres lectures suggérées

[Biden affirme qu'il n'annulera pas immédiatement la Phase 1 de l'accord commercial conclu avec la Chine](#)  
[Joe Biden déclare que les accords commerciaux ne sont pas prioritaires, en réaction aux espoirs de Boris concernant l'entente post-Brexit](#)

[Les pays membres du PREG s'apprêtent à signer un méga-accord commercial, contenant une disposition pour l'Inde](#)

[Sprint final pour l'accord commercial entre le Canada et le Royaume-Uni](#)

[Occasion commerciale à ne pas rater avec le Royaume-Uni](#)

Pour nous joindre : [www.cafta.org](http://www.cafta.org) ou [info@cafta.org](mailto:info@cafta.org)

Suivez-nous : [@CAFTA ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 